

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/5

10 mars 1995

(95-0566)

Groupe de négociation sur les télécommunications de base

COMPTE RENDU DE LA REUNION DES 27 ET 28 FEVRIER 1995

1. Le Groupe de négociation sur les télécommunications de base a tenu sa cinquième réunion les 27 et 28 février 1995. L'ordre du jour figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/21 du 15 février 1995.
2. Au titre du point de l'ordre du jour concernant l'examen des demandes de statut d'observateur, le Groupe a examiné et approuvé la demande présentée par la Fédération de Russie. Il a noté, par ailleurs, que l'Inde et Maurice avaient changé de statut au sein du Groupe: d'observateurs, ces pays étaient devenus participants à part entière aux négociations. De ce fait, le nombre des gouvernements participant aux négociations était passé à 24¹ et le nombre des gouvernements participant aux travaux du Groupe en qualité d'observateurs à 31.² Le Président s'est félicité de la présence des deux nouveaux participants dans les négociations et a encouragé les autres gouvernements participant aux travaux du Groupe en tant qu'observateurs à réfléchir aux décisions qu'ils pourraient envisager de prendre à cet égard.
3. S'agissant des travaux concernant les questions techniques et conceptuelles, le Président a invité les délégations à présenter leurs vues sur les questions en suspens exposées dans la note du secrétariat (S/NGBT/W/2) ou sur toute autre question en suspens présentant de l'intérêt pour eux.
4. En ce qui concerne les précisions à apporter quant aux modes de fourniture, certaines délégations ont rappelé que s'il importait d'examiner les modes de fourniture, c'était pour garantir que toutes les mesures à prendre en considération en tant que limitations soient inscrites sur les listes. Les représentants de certains pays ont dit qu'à leur avis, il était possible que des services téléphoniques locaux et interurbains et, dans certains cas, la mise en place et la maintenance des installations soient assurées sur un mode transfrontières. A titre d'exemple, on pourrait citer les services téléphoniques, en particulier ceux du téléphone cellulaire, fournis sur un mode transfrontières par des pays voisins, ou le cas dans lequel le personnel d'une compagnie de téléphone traverserait la frontière pour mettre en place des installations dans un pays où cette compagnie n'a pas de présence commerciale. Il a été suggéré que les services de rétroappel étaient peut-être la forme la plus pure de services transfrontières, tandis que d'autres services susceptibles d'être fournis selon un mode transfrontières étaient plus complexes; dans ce dernier cas, par exemple dans celui des services d'aboutissement d'appel, un service devrait-il être divisé en ses composantes, déterminées en fonction de la manière dont le service était fourni à l'utilisateur final? Il a été demandé si les services d'aboutissement d'appel pouvaient indifféremment

¹Argentine, Australie, Canada, Chili, Chypre, Communautés européennes et leurs Etats membres (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède), Corée, Cuba, Egypte, Etats-Unis, Hong Kong, Hongrie, Inde, Japon, Maroc, Maurice, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, République dominicaine, République slovaque, Suisse, Tunisie et Turquie.

²Afrique du Sud, Brésil, Brunéi Darussalam, Chine, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Equateur, Fédération de Russie, Guatemala, Honduras, Indonésie, Islande, Israël, Jamaïque, Madagascar, Malaisie, Nicaragua, Pakistan, Panama, Philippines, Pologne, République tchèque, Roumanie, Singapour, Slovénie, Taipei chinois, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

être portés sur les listes soit au titre de la fourniture transfrontières, soit au titre de la consommation à l'étranger. Le Président a fait observer qu'en matière de services d'aboutissement d'appel, l'usage commercial normal était l'existence de relations entre correspondants; il était donc plus probable que des limitations de nature à figurer sur les listes seraient apportées à la possibilité, pour les fournisseurs étrangers, de fournir des services sur le territoire national en l'absence de tels arrangements. Il a été noté que le Groupe n'était pas encore parvenu à un accord sur la notion de services terminaux/d'aboutissement d'appel, ni sur les idées relatives à la manière dont il faudrait traiter ces services proposées par la délégation australienne (S/NGBT/W/4); cette proposition appelait donc de nouveaux débats.

5. En ce qui concerne les contraintes techniques imposées à un certain nombre de fournisseurs de services, il a été suggéré qu'il devrait y avoir une distinction entre les mesures fondées sur des limitations techniques qui pourraient devenir obsolètes et d'autres limitations quantitatives imposées au nom de considérations tenant à l'action des pouvoirs publics compatibles avec les critères de l'article XVI. Le Président a rappelé que la grosse difficulté était de trouver la ligne de partage entre les raisons purement techniques de telles limitations, et les autres raisons, relevant de l'action des pouvoirs publics. Il a également été noté que le principal objectif de ces débats serait d'éviter que des raisons techniques ne soient utilisées pour masquer des limitations à l'entrée sur le marché. Un représentant a estimé qu'il serait peut-être nécessaire de faire une distinction concernant les cas dans lesquels les opérateurs devaient être exclus des décisions d'allocation de fréquences. Une autre question dont l'examen a été suggéré dans le contexte des contraintes techniques était celle des plans de numérotage, par exemple dans quels cas la technique imposait de limiter de tels plans et dans quels cas il conviendrait d'ajuster les politiques pour les rendre plus appropriées dans un environnement où s'exerce la concurrence. Un représentant a observé que les décisions que les pouvoirs publics prendraient à l'avenir pour modifier leur réglementation et l'adapter à l'évolution de la technique dépendraient peut-être de l'issue de ces débats; il était donc important de parvenir à une position commune au sein du Groupe.

6. En ce qui concerne les autres questions techniques et conceptuelles, le représentant des Etats-Unis a présenté un document sur les Mesures réglementaires et autres destinées à favoriser la concurrence en vue d'assurer un accès effectif aux marchés dans les services de télécommunications de base (S/NGBT/W/5). Ce document traitait des quatre disciplines composant la réglementation: l'interconnexion des fournisseurs de télécommunications de base concurrents, les sauvegardes en matière de concurrence contre les exploitants dominants, la transparence des processus de réglementation et l'indépendance des organes de réglementation. Le représentant des Etats-Unis a dit que les disciplines présentées à grand trait dans le document reflétaient l'expérience des Etats-Unis qui, d'un régime de monopole, étaient passés à un système concurrentiel; il a déclaré que l'avantage ultime de ces disciplines serait d'assurer un accès effectif aux marchés et, par conséquent, d'attirer l'investissement national et étranger dans des segments du marché ouverts depuis peu à la concurrence. Il a noté que pour répondre à certaines des préoccupations indiquées dans le document des Etats-Unis, l'un des moyens pourrait être d'inscrire des engagements supplémentaires sur les listes, mais qu'il ne fallait pas exclure d'autres modalités ou documents.

7. En réaction au document présenté par les Etats-Unis, certaines délégations ont reconnu que l'AGCS et son annexe sur les télécommunications pourraient ne pas suffire à garantir que les engagements inscrits sur les listes fournissent un accès aux marchés suffisant; d'autres ont estimé qu'une telle conclusion ne s'imposait pas encore et qu'il faudrait étudier de manière plus approfondie les dispositions pertinentes de l'AGCS relatives à ces questions, en particulier en ce qui concernait l'interconnexion. Un petit nombre de délégations ont estimé que l'annexe sur les télécommunications de l'AGCS réglait peut-être déjà un certain nombre des questions soulevées dans le document des Etats-Unis. Un représentant a fait observer qu'il n'avait jamais été entendu que l'annexe sur les télécommunications ne s'appliquerait pas à l'accès et à l'utilisation par les fournisseurs de télécommunications de base.

Un autre représentant a souligné que lors des négociations relatives à l'annexe, on ne s'était néanmoins guère attendu à ce que de nombreux engagements relatifs aux télécommunications de base soient pris pendant le Cycle d'Uruguay. Il a été noté, par ailleurs, que parmi les pays qui avaient introduit la concurrence dans ce secteur, il y avait toute une gamme d'approches à l'égard de ces problèmes et que toute attitude qui semblerait affirmer qu'il n'y avait qu'un seul moyen de parvenir à la déréglementation et d'assurer l'entrée dans des conditions de concurrence susciterait des préoccupations. Il a été dit que parmi les autres questions importantes en matière de réglementation qui n'avaient pas été étudiées dans le document des Etats-Unis et restaient à examiner, il y avait celle des prescriptions en matière de licences et de service universel.

8. En ce qui concerne les services terminaux/d'aboutissement d'appel, le représentant de l'Australie s'est efforcé de préciser certaines des idées contenues dans sa proposition (S/NGBT/W/4). Il a dit que le fait qu'un consommateur national d'un appel téléphonique international reçoive une seule facture semblerait impliquer qu'il n'y a pas eu commerce international de services de télécommunication. Or, de toute évidence, il existe un tel commerce, ce dont témoigne le fait que pour certains pays, ce commerce se solde par un déficit important. Le document présenté par l'Australie cherchait à isoler l'élément du processus qui semblait être le service commercialisé, de sorte que lorsque, par exemple, un appel a son origine en Australie et aboutit au Royaume-Uni, le consommateur des services commercialisés est en fait l'opérateur australien qui paie l'opérateur britannique pour faire aboutir ce service. Le consommateur australien intéressé n'a pas à décider si c'est British Telecom ou Mercury qui fait aboutir l'appel: c'est l'opérateur australien qui fait ce choix et rémunère ce service. Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation n'était pas tout à fait sûre qu'un tel service fourni en commun constitue, en fait, du commerce.

9. En ce qui concerne la formulation et l'application des normes techniques, le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que, tout en reconnaissant en principe que la séparation des fonctions entre opérateurs et organes de réglementation constituait un objectif valable, une approche adoptée en Nouvelle-Zélande, avec l'introduction de la concurrence, consistait à permettre à chaque opérateur de réseau de déterminer les normes qui s'appliqueraient au rattachement à son propre réseau.

10. Au titre de la question de l'ordre du jour consacrée à l'examen des réponses des participants au questionnaire sur les télécommunications de base, le Groupe a examiné les réponses communiquées par le Maroc (S/NGBT/W/3/Add.21) et l'Egypte (S/NGBT/W/3/Add.22). Le Président a également invité des membres à poser les questions qu'appelaient de leur part les réponses révisées fournies par le Canada (S/NGBT/W/3/Add.13/Rev.1) et la Turquie (S/NGBT/W/3/Add.5/Rev.1). Le Président a rappelé aux délégations que le Groupe se féliciterait de recevoir toute mise à jour de réponses qui pourrait être utile ainsi que des réponses venant d'observateurs. Il a été noté que les réponses au questionnaire fournies par Cuba et Maurice seraient disponibles et pourraient être examinées à la prochaine réunion du Groupe. Les représentants de la Nouvelle-Zélande, du Japon et des Communautés européennes ont informé le Groupe de certains changements récents ou de certains projets concernant la réglementation de leur régime de télécommunication. Le Président a remercié les délégations de cette information et exprimé l'espoir que toutes les délégations continueraient de tenir le Groupe informé des faits nouveaux intervenus, tant au cours des réunions du Groupe que par écrit.

11. Passant au point de l'ordre du jour concernant l'organisation des travaux futurs et les dates des réunions futures, le Groupe est convenu que sa prochaine réunion aurait lieu les 26 et 27 avril, les consultations bilatérales se tenant également pendant la même semaine. La semaine du 10 juillet a été retenue, à titre provisoire, pour la réunion ultérieure et les sessions de négociations bilatérales. Il a été demandé qu'un échange d'informations sur l'état d'avancement des négociations bilatérales soit inscrit à l'ordre du jour des futures réunions du Groupe et une décision a été prise à cet effet. Par ailleurs, le Groupe a décidé que le 1er juillet 1995 serait la date à laquelle les participants aux négociations commenceraient à soumettre des projets d'offres sur les télécommunications de base.

12. Au titre des autres questions, le Président a demandé au Groupe d'accorder de nouveau son attention à la question de savoir s'il convenait de décider expressément de mettre en distribution générale un ensemble spécifique de documents du Groupe: le Questionnaire sur les télécommunications de base (S/NGBT/W/3) et les réponses à ce questionnaire contenues dans les addenda à ce document. Le Président a rappelé que ces documents contenaient des informations factuelles et n'indiquaient en rien les positions de négociation de l'un ou l'autre des participants. Le représentant des Communautés européennes a déclaré qu'il pouvait accepter que le questionnaire et les réponses initiales au questionnaire soient mis en distribution générale, étant entendu que cela ne créerait pas un précédent dans ce domaine en général et que toute décision de mise en distribution générale continuerait d'être prise au cas par cas et selon les circonstances propres à chaque cas. La proposition du Président ainsi précisée par la déclaration du représentant des Communautés européennes n'ayant suscité aucune objection, elle a été adoptée par le Groupe.